

SCHWEIZERISCHE VERTRETUNG
REPRÉSENTATION SUISSEin / à ANKARA

an	RC	VE	VY	SCF	REI	a/a
Datum	26					
Via						
EDA						
Ref.	p. B. 15. 21. T.					

D F A E

- Direction politique
- Secrétariat politique

CONFIDENTIELIhr Zeichen
Votre référenceIhre Nachricht vom
Votre communication duUnser Zeichen
Notre référenceDatum
Date

331.0-BZ/ph

23.07.1991

Gegenstand / Objet

Première audience auprès du nouveau
ministre turc des Affaires étrangères

Comme prévu, j'ai été reçu, le 18 juillet, à 11 h 45, pour ma première audience, par le nouveau ministre turc des Affaires étrangères, M. I. Safa GIRAY, précédemment ministre de la Défense. Né en 1931 à Izmir, diplômé de la faculté de génie civil de l'Université d'Istanbul, mon interlocuteur, qui était assisté par son conseiller personnel, M. Candan Azer, précédemment chef de la Direction des affaires de sécurité internationale et des accords de défense au MAE, m'a réservé un accueil aimable. J'ai néanmoins retiré de notre entretien une impression assez décevante sur la finesse et l'esprit d'ouverture dont je croyais pouvoir créditer, à l'image du gouvernement du premier ministre Mesut Yilmaz, le nouveau chef de la diplomatie turque.

Le ministre m'a certes laissé lui brosser un rapide tableau de nos relations bilatérales, excellentes dans la plupart des domaines (économique, culturel etc.) mais quelque peu assombries par certains problèmes politiques qui, d'une certaine façon, sont tous plus ou moins liés à la présence en Suisse d'un nombre important de ressortissants turcs, resp. de requérants d'asile, originaires notamment de la "partie kurde du pays".

J'ai immédiatement réalisé qu'en utilisant cette expression, j'avais touché un point extrêmement sensible chez mon interlocuteur. M'arrêtant là, le ministre Giray, appuyé par son conseiller, s'est lancé dans un exposé parfaitement unilatéral du problème kurde, avec pour but évident de me convaincre qu'en Turquie, Etat laïque et démocratique, où tous les citoyens sont égaux devant la loi, il n'y a que des Turcs et rien d'autre (sous réserve, bien sûr, des dispositions du Traité de Lausanne sur la protection des minorités non musulmanes). Son grand-père était russe et, pourtant, M. Giray n'en est pas moins turc (il en va de même pour M. Azer



- 2 -

dont la famille est originaire d'Azerbaïdjan). On ne saurait dès lors isoler les Kurdes du reste de la nation (pour leur conférer des avantages particuliers ?), ni, par conséquent, parler d'une partie ou d'une région kurde du pays. Il y a donc des Turcs et puis il y a des "terroristes" qui, à l'intérieur ou à l'extérieur, avec l'aide de milieux sympathisants, voire l'appui d'Etats étrangers, attaquent la Turquie. A cet égard, le ministre a ironisé sur le fait qu'au moment où le gouvernement turc était sous le coup de notre mesure de suspension des exportations d'armes, des armes suisses étaient saisies sur ou chez les "terroristes". Comme quoi la suspension ne s'appliquait pas à tout le monde... Je vous laisse juges de cet argument.

J'ai bien essayé de faire comprendre au moins à mon interlocuteur que cette question n'est pas considérée en Suisse de la même façon et qu'au moment où la CSCE elle-même se penche sur le problème des minorités (problème d'ailleurs illustré par l'actualité immédiate), la cause kurde, d'Irak mais aussi de Turquie, suscite des sympathies dans notre opinion publique et au sein de notre parlement. Mes efforts ont été vains. Son plaidoyer pro domo achevé, le ministre Giray n'avait apparemment plus rien à ajouter, ni à entendre. Comme il semblait en outre pressé par le temps, j'ai jugé alors opportun de prendre congé.

Sans en être vraiment certain - car il ne faut pas se laisser abuser par les opinions assez ouvertes que peuvent exprimer parfois certains diplomates professionnels du MAE -, j'ose espérer, pour l'avenir même de la Turquie, que le premier ministre Yilmaz cultive, sur le problème kurde, des vues plus larges, resp. plus nuancées, que son ministre des affaires étrangères. De fait, rentré à l'ambassade, j'y ai retrouvé la coupure de presse ci-jointe. Il semble donc bien que la personnalité de M. Giray ne fasse pas l'unanimité. Pour autant, il n'est malheureusement pas exclu que sa position ne soit effectivement le reflet plus ou moins fidèle de la position officielle actuelle du gouvernement turc à l'égard du problème kurde. Ce ne serait pas de bon augure.

L'Ambassadeur de Suisse

(P. Barraç)

Annexe : 1 coupure ment.

Copie, avec annexe, p.i. :

- Secrétariat du Chef du Département
- Direction du DIP

"Turkish Daily News", Ankara, lundi 8 juillet 1991

From Ankara to Helsinki

Yalçın Doğan of Milliyet comments on the Council of Europe's meeting in Helsinki last month, providing a refreshing break from the intense domestic political scene.

The meeting in Helsinki coincides with a time of important political changes in Ankara. The foreign dispatches quote an article in the Bayram newspaper noting that the military forces are pressing the new Cabinet for early elections. The European members of Parliament, upon hearing the news, rush to the Turkish delegation and ask right away: "Haven't you said that the military no longer deals with politics?" The Turkish delegates are shocked -- they knew about the article, but they have not expected such rapid reaction. They rush to the phones to call Ankara to check if the news is true. That is why President Özal gave such severe reaction to the news, and even insulted the paper and the Journalists' Association: he was angry himself, and a bit uneasy -- about the international reaction rather than the domestic one. Finally, with great effort, the Europeans are persuaded that the army is under the civil authority and is not the least resentful towards the Yılmaz government. But the event demonstrates that Europe is keeping a close and sensitive watch on Turkish affairs.

In the last days of the meeting, the atmosphere of reconciliation between Turkey and the Council is evident. This is due to the fact that Europe is aware that the Cyprus problem is approaching a solution. Their attitude is one of "let's leave Turkey alone."

The Europeans are also paying extra attention to two Turkish statesmen, Prime Minister Yılmaz and Foreign Minister Safa Giray.

Not surprisingly, Yılmaz is considered "young and dynamic" and all European deputies, without exception, express pleasure with his election.

However, the same cannot be said of Safa Giray. It is noted that he is considered "withdrawn and uneasy" -- an image he needs to erase by increasing his foreign contracts. In Helsinki, people are pleased with the new Turkish government. Nevertheless, they do not refrain from asking the date of the next elections, Doğan concludes.